

QUESTIONS MONDIALES : PROMOUVOIR UN NOUVEAU MULTILATÉRALISME

- deuxièmement, la « Responsabilité de refuser », afin d'empêcher les terroristes et les gouvernements irresponsables d'acquérir des armes de destruction massive qui pourraient faire des millions de victimes innocentes;
- troisièmement, la « Responsabilité de respecter », afin que tous les peuples vivent libres, sur la base des droits fondamentaux de tout homme, toute femme et tout enfant;
- quatrièmement, la « Responsabilité de construire », afin de s'assurer que nos programmes d'aide économique fournissent les outils dont ont vraiment besoin les gens ordinaires pour poursuivre leur propre développement;
- et cinquièmement, la « Responsabilité à l'égard de l'avenir », afin d'assurer aux générations futures un développement durable, moyennant une meilleure gestion du patrimoine mondial.

Le renouvellement du système multilatéral est un vaste projet dans lequel s'investissent non seulement les États et les institutions multilatérales, mais aussi des réseaux internationaux de citoyens. Moyennant des partenariats novateurs, le Canada devrait être à l'avant-garde de la réforme. Autrement dit, il devrait se comporter en éclaircur dans la définition de réponses souples aux défis multilatéraux auxquels nous faisons face et réunir un consensus sur les mesures à prendre. La diplomatie multilatérale des Affaires étrangères concrétisera cette ambition.

Initiatives particulières

- Appuyer la réforme de l'ONU, surtout dans les domaines recensés dans le Programme d'action relatif aux responsabilités. Dans les rapports qu'ils ont remis dernièrement, le Groupe de personnalités de haut niveau et le secrétaire général de l'ONU proposent des bases de réforme solides. Les Affaires étrangères poursuivront une stratégie destinée à renforcer l'appui international aux recommandations pratiques et réalisables qu'ils contiennent.
- Consacrer une attention particulière au G8, tribune où nous avons le plus d'influence, car cette instance devient de plus en plus un des principaux moteurs internationaux des progrès réalisés quant aux questions relatives au développement et à la sécurité, et elle se concentre sur le dialogue avec d'autres pays et régions, dont la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique et le Grand Moyen-Orient.
- En s'inspirant du G20, qui réunit des ministres des Finances, promouvoir une réunion au niveau des dirigeants, un L20, afin de s'assurer que de nouvelles questions et des questions qui ne sont pas traitées ailleurs dans une instance particulière reçoivent une attention à un haut niveau politique; nous nous efforcerons de faire approuver cette nouvelle initiative, tout en sachant que cela peut prendre du temps.
- Appuyer davantage les organismes de l'ONU essentiels pour nos intérêts et qui peuvent être efficaces. Par exemple, encourager à moderniser le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour qu'il puisse mieux coordonner l'action internationale en faveur du développement durable.
- Aider à renforcer les capacités d'organisations régionales telles que l'Union africaine afin qu'elles puissent s'occuper de conflits dans leur partie du monde, comme au Soudan. Comme le recommandent les rapports récents de l'ONU, des arrangements permanents entre l'ONU et les organisations veillant sur la sécurité à l'échelle régionale permettraient d'agir plus rapidement et plus efficacement en cas de crise humanitaire.
- Utiliser notre participation à diverses autres organisations régionales et mondiales, comme le Commonwealth, l'Organisation des États américains (OEA), la Coopération économique dans la zone Asie-Pacifique (APEC) et la Francophonie, pour constituer des réseaux de soutien à nos objectifs, notamment en matière de droits de la personne, de démocratie et de respect de la diversité. En tant qu'organismes du XII^e Sommet de la Francophonie, à Québec, en 2008, nous aurons une nouvelle occasion de montrer l'exemple dans cette instance.